

Coexistence des mondes ruraux et des agricultures dans les Suds. Intégration des relations urbain-rural à l'économie mondialisée

Sylvain Racaud

▶ **To cite this version:**

Sylvain Racaud. Coexistence des mondes ruraux et des agricultures dans les Suds. Intégration des relations urbain-rural à l'économie mondialisée : Introduction. Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux, 2016, 273, pp.15-41. hal-02322717

HAL Id: hal-02322717
https://hal.science/hal-02322717

Submitted on 21 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INTRODUCTION

COEXISTENCE DES MONDES RURAUX ET DES AGRICULTURES DANS LES SUDS. INTEGRATION DES RELATIONS URBAIN-RURAL A L'ECONOMIE MONDIALISEE[1]

Sylvain Racaud[2]

Bien que dans le monde la population urbaine soit devenue majoritaire (54 % en 2015), il n'y a jamais eu autant de ruraux qu'aujourd'hui (3,4 milliards en 2015) d'après la Banque mondiale. La population rurale devient minoritaire parce que le nombre des urbains augmente beaucoup plus vite. Cette civilisation urbaine croissante et dominante confinerait-elle le rural à la marge du monde ? Non. Les questions alimentaires, en particulier celles de l'alimentation des villes, les imbrications de plus en plus complexes entre les systèmes de revenus de ménages s'appuyant sur des membres et des activités éclatés dans l'espace et dans le temps, montrent combien mondes ruraux et mondes urbains sont étroitement associés et liés à de nombreuses échelles. Partant, il apparaît pertinent de penser le rural et l'urbain ensemble à travers leurs relations elles-mêmes intégrées à d'autres échelles et associant des formes spatiales continues tels le territoire, le continuum urbain-rural, mais aussi le réseau avec ses discontinuités et ses fluidités. Cet ensemble est hétérogène voire paradoxal ; urbain et rural constituent une unité globale d'éléments différents, complémentaires et en tension, l'unité renvoyant à la cohérence, la globalité supposant aussi la cohérence de l'unité par rapport à une autre échelle. Les spécificités fondent justement les relations (certes le plus souvent dissymétriques particulièrement en matière de pouvoir), ces dernières pouvant apparaître incohérentes, par exemple le développement d'une métropole grâce au dynamisme du secteur agricole de son arrière-pays agricole sans que ce dernier ne profitât du développement. À moins que les rapports de pouvoir dissymétriques ne soient au fondement de toutes relations… Appréhender l'urbain et le rural dans une même organisation – un même système –, par l'angle de l'intégration, revient à penser l'unité avec la multiplicité « *unitas multiplex* » (Angyal, 1941, *in* Morin, 1977) : unité du tout basée sur leurs relations avec la multiplicité (spécificités du rural et de l'urbain, chacun ayant à leurs niveaux d'autres spécificités). Ceci étant, l'ouverture des mondes ruraux, les relations urbain-rural diversement intégrées à l'économie mondialisée et à une éventuelle culture globale ainsi que les phénomènes de coexistence des agricultures, des activités, des espaces et

[1] Ce numéro s'appuie notamment sur des contributions présentées lors de la séance « Coexistence et globalisation dans les Suds » du séminaire « Diversité et coexistence des mondes agricoles » coordonné par François Purseigle et soutenu par le LABEX SMS, référence ANR-11-LABX-0066. Je remercie François Purseigle de l'opportunité qu'il m'a offerte d'organiser cette séance.

[2] Maître de conférences, Université Bordeaux-Montaigne, UMR 5115 LAM, Bordeaux. sylvain.racaud@u-bordeaux-montaigne.fr

des échelles sont du ressort de complémentarités et de tensions, moteur de la dynamique du système urbain-rural, et ne tendent pas vers une homogénéisation du rural et de l'urbain. Cette introduction souligne quelques représentations du monde rural souvent confondu avec un espace de production agricole – paysan, et présente des modalités d'ouverture du monde rural à d'autres espaces à partir de logiques de diversification et d'intégration, autrement dit des modalités inédites de coexistence de la ville et de la campagne, de l'agriculture et de l'entreprenariat, du local et du global, de l'ici et de l'ailleurs, etc.

I – Confusion entre rural et agriculture : poncif du développement

Le monde rural dans les Suds ne devient pas une absolue périphérie démographique du monde car si la population urbaine augmente plus rapidement, les campagnes n'ont jamais été aussi pleines. Par exemple la croissance de la population des campagnes en Afrique subsaharienne rurale montre la vitalité de ces sociétés rurales. Le tableau démographique n'est pas si simple et les tendances régionales masquent la diversité au sein de chaque région[3].

	Population urbaine		Population rurale	
	% pop totale	Croissance annuelle 2015	% pop totale	Croissance annuelle
Monde	54	2,1	46	0,2
Afrique subsaharienne	38	4,1	62	1,9
Amérique du Sud	80	1,4	20	- 0,3
Asie du Sud	33	2,7	67	0,7
Asie du Sud-Est et pacifique	57	2,3	43	- 1,4

Sources : Banque mondiale, 2017, d'après les données de 2015[4]

Tableau 1 - Croissance de la population urbaine et rurale dans le monde

À cette marginalisation démographique discutable, s'ajoute une marginalisation économique tout autant contestable mais qui trône néanmoins en bonne place dans les statistiques. En effet, il y a un décrochage net entre le poids de l'agriculture dans les comptabilités nationales mesurées à travers l'étalon or qu'est le PIB et l'importance tangible, quotidienne et cruciale de l'agriculture pour les populations rurales et urbaines. Pour les premières, l'agriculture reste une activité importante si ce

[3] Par exemple, l'Ouganda est rural à plus de 80 % (2,9 % de croissance annuelle de la population rurale) et le Cameroun à 45 % (1,3 % de croissance annuelle de la population rurale) ; l'Argentine est rurale à 8 % (- 0,8 % de croissance annuelle de la population rurale) tandis que la Bolivie l'est à 31 % (0,3 % de croissance annuelle de la population rurale) ; le Vietnam est rural à 66 % (0,1 % de croissance annuelle de la population rurale) et l'Inde à 67 % (0,6 % de croissance annuelle de la population rurale)–données pour l'année 2015, mises à jour en 2017, d'après la Banque mondiale. Les chiffres cités ensuite sont aussi issus de la Banque mondiale pour l'année 2015. On garde à l'esprit la fragilité de ces données en particulier sur les multiples définitions évolutives des catégories d'« urbain » et de « rural » entre les pays et parfois au sein des divers appareils d'État d'un même pays. De plus, on reste dubitatif au sujet de certains découpages régionaux élaborés par la Banque mondiale, surtout asiatiques. Les moyennes pour l'Asie du Sud et Pacifique sont en particulier tirées par les valeurs pour la Chine et la Malaisie. http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.URB.TOTL.IN.ZS ; http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.RUR.TOTL

[4] http://wdi.worldbank.org/table/3.1;http://wdi.worldbank.org/table/3.12#

n'est majoritaire, en particulier pour les populations rurales d'un arc qui s'étend du Sud-Sahel jusqu'au sud de l'Afrique de l'Est. Pour les secondes, l'agriculture nationale est un des principaux canaux si ce n'est le principal canal d'approvisionnement des villes. Néanmoins, la contribution de l'agriculture dans les PIB nationaux devient marginale puisqu'elle n'en représente qu'une faible part avec 18 % pour l'Afrique subsaharienne, 18 % pour l'Asie du Sud et seulement 5 % pour l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est et Pacifique[5]. Ces chiffres illustrent la déconnexion entre le poids économique visible de l'agriculture et son importance sociale et politique. Le Brésil, terre des sans-terres par excellence n'est-il pas un des principaux exportateurs mondiaux avec pourtant un poids de l'agriculture qui ne dépasse pas 5 % du PIB tandis qu'en même temps l'agriculture familiale emploie tout de même environ 14 millions de Brésiliens sur 4,3 millions d'exploitations et que les deux tiers de l'alimentation des Brésiliens sont assurés par cette agriculture familiale ? (ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, 2015). Les avions Embraer, troisième groupe aéronautique mondial pèsent bien plus que la tonne de maïs dans la comptabilité nationale.

Source majeure de revenus pour des parts importantes des populations rurales (l'agriculture représente toujours 71 % de l'emploi total en Ouganda, 46 % au Vietnam et 30 % en Bolivie), source alimentaire primordiale pour les ruraux et les urbains, la question rurale, doublée de la question agricole, est par conséquent éminemment politique. Cependant, de nombreux pays, en particulier africains, depuis une trentaine d'années, n'ont pas vraiment soutenu leurs agricultures familiales, ou plus exactement les filières alimentaires tournées vers les marchés nationaux et régionaux. Auparavant, ils avaient accompagné les filières de cultures de rente (e.g. cacao, café, thé, etc.) jusqu'à leur démantèlement suite au plan d'ajustement structurel dans les années 1980. Ce sont les importations de denrées bon marché qui furent privilégiées afin d'assurer des prix bas pour la clientèle urbaine croissante, celle qu'on entend quand elle gronde, d'autant plus quand elle vit à quelques encablures du palais présidentiel… Mais, à partir de 2007, ce qui a été qualifié d'« émeutes de la faim » dans certains pays des Suds a mis en avant la problématique de la faim d'une manière inhabituelle. Les images des journaux télévisés ne montraient pas des réfugiés parqués dans des camps ou de pauvres villageois décharnés aux pieds nus, mais des individus de classes moyennes urbaines[6]. Ces événements s'inscrivent dans un mouvement de forte volatilité des prix des matières premières et en particulier après la forte et soudaine hausse des prix des céréales en 2007[7]. Ces faits soulignent l'ampleur de la dépendance de l'approvisionnement alimentaire des citadins aux marchés mondiaux mais pour autant, le ravitaillement en denrées s'appuie également sur les agricultures nationales. Avec en filigrane la question

[5] Banque mondiale, données pour 2015, mise à jour des chiffres en 2017, http://wdi.worldbank.org/table/4.2#

[6] D'autres causes profondes (« aspirations démocratiques », chômage structurel, etc.) expliquent également ces émeutes et la frustration relative.

[7] La croissance des prix repose sur de nombreux facteurs parmi lesquels : baisse des stocks mondiaux, augmentation de la spéculation sur les matières premières agricoles, homogénéisation des pratiques alimentaires qui provoque un détournement des protéines végétales vers la production de protéines animales afin de satisfaire la demande accrue en viande, aléas climatiques, développement des biocarburants, orientation des agricultures des pays des Suds vers l'exportation au détriment des cultures vivrières et crise financière.

démographique, les enjeux de la question alimentaire ont pris récemment une autre acuité dans le contexte du changement climatique qui peut être désormais considéré comme un fait total : environnemental, social, économique, culturel, politique et scientifique. Comme un malheur ne vient jamais seul, à la sécheresse récurrente se combinent en 2017 des guerres et des famines (pourtant anticipées) perpétuant une trilogie mortifère dans des États faillis, preuve s'il en est que les ressorts sont bien avant tout politiques.

La sécurité alimentaire est donc une entrée pertinente pour aborder les relations ville-campagne et elle l'est d'autant plus au regard du développement, paradigme et idéologie sur lequel s'est construit le dualisme urbain-rural (Charlery de la Masselière, 2005). Les politiques de développement ont en effet été sectorielles et le développement agricole a souvent été déconnecté du développement régional comme par exemple l'appui à l'industrialisation d'une filière spécifique d'exportation au détriment de l'agriculture au sens large. D'un autre côté, la ville longtemps absente des théories du développement, des politiques des États et de l'aide internationale, a été perçue comme un biais au développement (Lipton, 1976 ; Prud'homme, 2007) jusqu'au rapport de la Banque mondiale de 2009 (Banque mondiale, 2009) qui constitue une célébration de la grande ville. Ce bailleur de fonds incontournable en matière d'aide au développement a opéré un renversement de point de vue : la concentration urbaine est désormais perçue comme moteur de création de richesses :

> L'urbanisation est considérée comme un processus de développement positif, à condition d'être gérée de manière efficace [...]. La clé du développement n'est pas dans l'allocation des aides financières aux régions en difficulté mais au contraire dans la stimulation des régions les plus prospères et qui sont les grandes régions urbaines. (Cavin, 2009)

En dépit de son infléchissement et de l'ambiguïté du rapport, la Banque mondiale conserve bien son approche libérale de l'économie puisque cette vision se réfère à la théorie économique du ruissellement selon laquelle favoriser les plus riches serait bénéfique aux plus pauvres, ou comment favoriser les villes pour développer les campagnes.

En matière de développement rural, à partir des indépendances et dans la continuité du modèle colonial, les politiques des États ont consisté à moderniser l'agriculture avec en filigrane les enjeux de la construction nationale étatique (Charlery de la Masselière, 2014 ; Peemans, 2010). Le rôle moteur des États a ensuite été pris par le marché à partir des années 1980 suite aux mesures de dérèglementation-libéralisation et dans ce contexte la figure du paysan comme acteur arriéré incapable de moderniser son appareil de production a été plus ou moins implicite dans les démarches développementalistes (voir Peemans dans ce numéro). Le renversement opéré au sujet de la ville s'est réalisé cette fois au sujet des paysans qui sont récemment perçus et représentés comme des entrepreneurs agricoles dont il faut assurer la résilience puisqu'il faut bien qu'ils se débrouillent par eux-mêmes (voir Lallau dans ce numéro). La figure du paysan et plus généralement la question agricole sont les entrées incontournables de réflexions marquantes sur les espaces ruraux. Pour autant, il réside de grands décalages entre le discours et la réalité, les politiques en matière d'agriculture familiale semblent bien insuffisantes si ce

n'est encore inexistantes sauf peut-être quand il s'agit de sécurité alimentaire. En effet, des mesures de sécurité alimentaire se drapent des oripeaux d'une réelle politique agricole comme par exemple les aides aux achats d'intrants pour le maïs en Tanzanie (*Voucher system* établi en 2008) ou des aides au stockage de la même céréale incontournable (*Warehouse Receipt System*) (Racaud, 2013).

Tantôt pour les Nords tantôt pour les Suds, on s'est inquiété du sort du rural par le prisme de l'agriculture, principalement à travers la question de la fin des paysans (Mendras, 1970 ; Haubert, 1999 ; Hazell, 2005) et cette question a été formulée très explicitement :

« Y a-t-il encore un avenir dans les pays du Sud pour les agriculteurs familiaux et paysans ? » (Haubert, 1999 : 9). Ces réflexions sont d'autant plus légitimes qu'aujourd'hui quelque 2,6 milliards de personnes produisent plus de 70 % de la production alimentaire sur plus de 500 millions d'exploitations et que l'agriculture familiale occupe 40 % des actifs dans le monde, moins de 5 % de la population active en Amérique du Nord et en Europe, 59 % de la population active en Chine, 53 % en Inde, et 53 % en Afrique[8]. Ce ne sont peut-être pas tant les tendances démographiques qui ont motivé ces travaux que les mutations liées à l'urbanisation et à la concurrence accrue des agricultures souvent d'ailleurs dans des contextes de libéralisation des marchés. Structurellement le marché continue de s'appuyer sur une faible rémunération des producteurs, le cas du café est emblématique pour montrer le décrochage de la part de valeur ajoutée perçue par le caféiculteur par rapport à celle perçue par les acteurs à l'autre bout de la chaîne (Daviron et Ponte, 2007). Ce biais structurel à l'accumulation de capital pour les producteurs est un frein au développement des campagnes. En particulier pour l'Afrique dont on a vu que la moitié des actifs s'appuie sur l'agriculture familiale, les modalités d'intégration au marché relèvent d'une économie de rente c'est-à-dire qu'il n'y a pas de processus de véritable accumulation. : « L'Afrique [qui] est demeurée une "économie de rente", où le processus d'accumulation n'a pas pu être réellement enclenché » (Hugon, 2009 : 9) et Géraud Magrin d'ajouter « le revenu par habitant n'a quasiment pas augmenté en cinq décennies » (Magrin, 2013 : 21). L'intégration au marché de l'agriculture familiale contribue à la persistance d'une économie rurale extravertie, c'est-à-dire subordonnée à un environnement extérieur, établissant ainsi un lien de dépendance et une relation dissymétrique, que ce soit pour les cultures d'exportations ou pour les cultures destinées aux marchés urbains nationaux (Racaud, 2016).

À une autre échelle, les mutations de l'économie mondiale déterminent la place périphérique de l'Afrique dont l'économie est extravertie (orientée vers des marchés extérieurs dont elle dépend) et l'extraversion apparaît alors comme le registre de production des inégalités (Bayart, 1999)[9]. À l'échelle mondiale, si l'extrême pauvreté a diminué (personnes vivant avec moins de 1,25 $ par jour) et si les

[8] CIRAD, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, 2009, http://www.cirad.fr/nos-recherches/themes-de-recherche/agriculture-familiale/definition

[9] Cette notion d'« économie africaine » n'est pas une réduction excessive et encore moins une caricature. Elle garde une valeur heuristique –par exemple si l'on s'en réfère à des ouvrages tels que *L'économie de l'Afrique* (Hugon, 2009) ou encore aux travaux de J.-F. Bayart– et n'épuise pas la diversité des 54 pays africains si l'on accepte de penser la « multiplicité dans l'unité » (Morin, 1977).

classes moyennes ont augmenté (personnes vivant avec au moins 4 $ par jour…) (Nations unies, 2015), les inégalités persistent, voire se creusent, et la croissance économique profiterait aux plus riches au détriment des plus pauvres (Oxfam, 2017). Le constat sur les inégalités alimente des débats sur le péril qu'elles représenteraient pour la démocratie. Des réflexions à partir du Sud, par exemple l'Inde, proposent que la croissance de frustrations et de ressentiments liés à l'impossibilité d'ascension sociale, d'accumulation et d'accès à des attributs de la modernité et du progrès économique, serait un moteur du développement d'une colère mondiale (Appadurai *et al.*, 2017). Pour le Nord, ce débat est appuyé par l'ouvrage à succès de Thomas Piketty (2014) qui propose qu'en l'absence d'éléments extérieurs perturbant son fonctionnement spontané, le capitalisme engendre inéluctablement des inégalités de plus en plus importantes, inadmissibles parce qu'en contradiction avec les principes et les valeurs sur lesquelles sont basées les sociétés démocratiques. Bien qu'elles fussent pivot de la construction nationale des États et bien qu'elles fussent anciennement insérées au marché par les cultures d'exportation et, plus récemment par le « vivrier marchand » (Chaléard, 1996) dans une économie libéralisée, les paysanneries constituent le gros des pauvres. D'ailleurs, les rapports sur les objectifs du développement soulignent les inégalités entre les villes et les campagnes à travers les angles de la pauvreté et ceux de l'accès aux divers services.

Majoritairement agriculteurs familiaux, les ruraux sont les plus pauvres et les plus mal lotis en matière de « développement » et par conséquent les questions de développement agricole sont proches de celles de lutte contre la pauvreté. Il existe probablement autant de « bonnes » politiques agricoles que de situations spécifiques mais force est de constater qu'à l'aune du paysage économique rural, les succès n'ont pas été rencontrés. Par ailleurs, les paysanneries ont été abandonnées pendant des décennies par les pouvoirs publics sur préconisations des grands bailleurs de fonds (Charlery de la Masselière, 2014) jusqu'au retournement survenu après les émeutes de la faim des années 2007-2008 et le consensus sur la « crise alimentaire » qui s'est construit ensuite. Ce moment a certainement constitué une rupture[10] ; le paysan archaïque, est devenu l'entrepreneur, le héros moderne jouant un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté et de la faim (Lallau, 2012) :

> Les agricultures paysannes seraient donc modernes car adaptées aux défis alimentaires, économiques et écologiques contemporains. Ce consensus n'est toutefois qu'apparent, on est bien en présence de chocs de modèles lorsqu'on examine les stratégies contemporaines de développement alimentaire et de lutte contre la pauvreté (Lallau, 2012 : 5).

De plus, l'ONU n'a-t-elle pas proclamé l'année 2014 « Année internationale des agricultures familiales », consécration paroxysmique du petit entrepreneur agricole (à la suite du rapport de la Banque mondiale de 2008 conférant à l'agriculture le rôle de levier de lutte contre la pauvreté) ? Cette entité qu'est l'agriculture familiale et celle du paysan ne doivent pas masquer la diversité au sein de

[10] Concomitant à celle opérée par la Banque mondiale, serait-ce dû à un renouvellement du dispositif (dans le sens foucaldien, c'est-à-dire un ensemble composé d'éléments matériels et non-matériels, qui fonctionnent ensemble pour un objectif précis, dont des individus) des grandes institutions de développement ?

ces catégories d'autant plus qu'elles sont nuancées par des phénomènes de différenciation (Bryceson, 1999 ; Loison, 2015).

Et pour ajouter une nouvelle contradiction[11] à cette agriculture familiale perçue comme moteur du développement rural, évoquons l'initiative internationale Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition (NASAN)[12] lancée à l'issue du G8 de 2012. Elle regroupe les États du G8, l'Union africaine, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), les gouvernements de dix pays africains et plus de 200 entreprises nationales et internationales. Si l'objectif affiché est de réduire l'insécurité alimentaire et de lutter contre la pauvreté en favorisant l'investissement privé, d'autres opinions estiment qu'au contraire cette initiative remet en cause le droit à l'alimentation des plus pauvres (Jamart *et al.,* 2014). Les termes de référence utilisés dans la communication de cette initiative sont représentatifs de la vision de la Banque mondiale : investissements responsables au service des petits producteurs, en particulier les femmes, gouvernance responsable des ressources naturelles. La vitrine Internet de la New Alliance ne s'appuie-t-elle pas sur ce vocabulaire des grandes institutions du développement et de leurs idéologies, accompagné par une icône majeure du développement (fig. 1) ? Les corridors d'investissements agricoles s'inscrivent dans la New Alliance ; le SAGCOT en Tanzanie ou le ProSavana corridor au Mozambique[13] sont des outils conçus par et pour les firmes multinationales (Monsanto, Unilever, etc.) et les agences de développement (nationales : AFD, DFID, JICA, etc. et internationales : Banque mondiale) qui provoquent des phénomènes d'accaparement de terres aux dépens des paysanneries locales. Ironie du sort, des terroirs mis en valeur par de l'agriculture familiale ont, à travers ces dispositifs, vocation à devenir des plantations mises en valeur par de grands groupes comme dans la vallée du Kilombero en Tanzanie où des paysans et des agro-pasteurs sont menacés d'expulsion par le projet SAGCOT (Blache, 2016). D'autre part, ces modes d'agricultures capitalistiques doivent leur viabilité économique aux faveurs accordées par le pouvoir politique à ces firmes pour l'accès aux ressources que sont l'eau et la terre ; paupérisée voire spoliée, la main-d'œuvre bon marché complète les moyens de production avantageux (voir entretien de COM). S'il s'agit de développement, peut-être faut-il se demander pour qui ? Les grands groupes, les intermédiaires et notables, où les populations (rurales ?) ?

[11] Dont on devient coutumier dès lors qu'on s'intéresse au développement rural dans les Suds. Néanmoins d'autres thèmes sont également emblématiques d'intéressantes contradictions comme l'économie informelle urbaine reconnue (parfois au plus haut niveau politique) réalité majeure et moteur économique et en même temps combattue de manière récurrente par les autorités locales. Voir notamment le numéro 17-18 "Street vending facing urban policies" de la revue *Articulo*, http://articulo.revues.org/?lang=fr

[12] New Alliance for Food Security and Nutrition, https://new-alliance.org/

[13] Southern Agricultural Growth Corridor of Tanzania (SAGCOT), http://www.sagcot.com/, ProSavana, http://www.prosavana.gov.mz/?num_lang=2



Figure 1 - Page du site Internet du consortium New Alliance utilisant les termes de langage de la sécurité alimentaire et du développement, https://new-alliance.org/

Les recettes du développement agricole qui visent à la modernisation technique pour l'augmentation de la productivité n'ont pas fait leurs preuves, et quand elles l'ont fait sur le plan des quantités produites, cela l'a été au mépris des paysanneries et de l'environnement, la fameuse révolution verte n'est « environnementalement parlant » plus acceptable. L'agroécologie au Nord, l'agroforesterie au Sud ont le vent en poupe de nos jours et on sait qu'une politique de développement agricole ne doit pas faire l'économie du développement régional – approches intégrées qui articulent l'agriculture avec son environnement socio-économique. Dans les Suds, les préconisations visent en général à mieux organiser les marchés (notamment favoriser l'accès au marché pour les producteurs) à soutenir des organisations régionales et à sécuriser le foncier. Si l'insécurité foncière demeure une cause du mal développement, encore faut-il savoir ce qu'est la sécurité foncière. Synonyme de droits de propriété pour le paradigme libéral, la sécurisation foncière a été l'objet de politiques foncières elles-mêmes placées au cœur de politiques de développement rural (Programmes d'ajustement du secteur agricole [PASA] des années 1980-1990) basées sur le « paradigme propriétariste » – association sécurité foncière et propriété privée (Le Roy, 1995) pour accompagner la transition vers l'économie de marché. Le Vietnam est un bon élève parmi les États qui ont profondément réformé leur droit foncier suivant les préceptes de la Banque mondiale avec l'appui conditionné de cette dernière. Pourtant, si elle apparaît nécessaire, la sécurisation du foncier ne semble pas suffisante pour susciter le processus de développement des exploitations familiales si les parcelles sont trop petites, s'il n'y a pas d'accompagnement financier et d'encadrement technique et s'il n'y a pas d'accès à d'autres ressources ; au contraire, la privatisation du foncier a contribué à accroître les inégalités (Brondeau, 2014). Par ailleurs, dès les années 1990, des travaux avaient montré que l'insécurité foncière était plus due aux contraintes liées à la pression démographique, aux réformes institutionnelles, à l'insertion de nouveaux acteurs en particulier élites urbaines, etc. qu'aux droits coutumiers en matière d'appropriation et de gestion de la terre et du territoire (Le Roy *et al.,* 1996). Néanmoins, la conception selon laquelle la sécurité foncière rime avec

propriété, vecteur d'investissement, donc d'accroissement de la production et donc de la lutte contre la pauvreté a prévalu jusqu'à la fin des années 2000 chez les bailleurs de fonds.

À la faveur de réformes foncières favorables – pro business et de politiques de décentralisation (en particulier en Afrique) – les années 2000 ont marqué un tournant en matière d'enjeux fonciers et la Banque mondiale a sur ce domaine également infléchi sa position, notamment à cause de la mobilisation de la société civile. Cette dernière s'est impliquée suite à de nombreux conflits fonciers liés à la croissance des investissements étrangers agricoles et des acquisitions foncières concomitantes. De la promotion de la propriété privée, le discours s'est orienté vers la « gouvernance foncière » désormais mise en avant dans les grandes institutions de développement telle la Banque mondiale (Byamugisha, 2013). Cette notion s'affiche comme politiquement et socialement plus acceptable. Si elle s'inscrit dans le mouvement de fond d'intégration des agricultures des Suds à la mondialisation, ce changement d'orientation est une rupture (quoiqu'ambiguë) au sujet des politiques de développement et de l'intérêt que l'agriculture a représenté pour les investisseurs internationaux. En effet,

> Les tensions foncières en Afrique, longtemps étudiées essentiellement au prisme des relations entre droits coutumiers et modernes, des relations villes-campagnes, des réformes et codes fonciers, de l'extension des surfaces cultivées et de la pression démographique etc., prennent depuis une décennie une dimension nouvelle, qui ne peut qu'interpeller les géographes : leur inscription dans une mondialisation, où, plus que jamais, la terre est une marchandise faisant l'objet de transactions qui échappent aux populations paysannes et qui, parfois, les excluent brutalement (Bart, 2012 : 385).

Les politiques de sécurisation foncière s'inscrivent donc dans le mouvement plus général d'intégration au marché des procès et des territoires de production, dans des contextes d'urbanisation, de pression démographique croissante et d'insertion de nouveaux acteurs dans le secteur agricole.

Dans les campagnes africaines les mieux connectées à la ville, l'agriculture d'exportation et l'agriculture vivrière ont coexisté au sein des mêmes unités de production et leur rapport a changé, souvent au bénéfice des secondes, après les bouleversements de l'environnement économique liés à la libéralisation des filières d'exportation (cacao, café, coton, thé, etc.) dans les années 1980-1990 (Chaléard, 1996). Ainsi, un cadre inédit de production et de mise en marché des produits agricoles a favorisé l'essor d'une agriculture vivrière marchande en direction de la demande urbaine. Ces reconversions ont été très importantes dans les terres d'élection des cultures traditionnelles d'exportation, comme les montagnes et les hautes terres est-africaines ou le pays Bamiléké en Afrique centrale. Ces zones d'altitude, anciennement intégrées à des réseaux commerciaux de longs cours, bénéficient de conditions environnementales favorables à la fourniture en quantité et en variété de vivres. De nouveaux acteurs ont investi les filières à tous les stades. Les filières s'allongent et se complexifient par l'intervention d'une gamme plus variée d'acteurs. Agents-courtiers, transporteurs, grossistes, détaillants, tout un éventail d'intermédiaires prennent en charge les activités de mise en marché. Ce modèle d'agriculture conduit à une spécialisation des terroirs et à leur mise en concurrence accrue à plusieurs échelles géographiques.



Figure 2 - Terroirs spécialisés en pomme de terre, Uporoto Mountains, Tanzanie (Photo : Racaud 2011)

Dans les montagnes Uporoto, entre 1 800 m et 2 300 m, se constituent des espaces de production consacrés à la pomme de terre. Cette culture nécessite un capital important pour financer l'utilisation intensive d'engrais, de produits phytosanitaires et de main-d'œuvre. En outre, elle conduit à une compétition pour l'accès à la terre par des acteurs urbains qui cherchent à prendre à bail des parcelles le temps d'une ou de plusieurs récoltes. Ces espaces à paysage uniforme, sont intensivement investis par cette culture avec ses intrants et ses acteurs spécifiques. Le coût des intrants est régulièrement au-dessus des moyens des paysans qui louent alors leurs parcelles qu'ils travaillent ensuite en tant qu'ouvriers, curieux paradoxe du propriétaire qui devient prolétaire sur sa terre. Le foncier devient un bien indifférencié de production et son exploitation intensive remet en cause sa fertilité qui était traditionnellement entretenue par des pratiques collectives. Ce modèle d'intégration au marché renforce les positions dominantes au sein des filières et il repose moins sur les paysans que sur leur domination. De surcroît, l'essor de territoires marchands ne s'accompagne pas d'un véritable développement, au contraire, il favorise les contrastes territoriaux en fonction des différents avantages comparatifs (accessibilité, critères agro-écologiques, disponibilité des denrées, de la main-d'œuvre) mobilisés pour le ravitaillement des marchés urbains. Si ces modalités d'intégration au marché ne sont pas nouvelles, d'autres canaux plus récents connectent des campagnes à d'autres échelles. Il en est ainsi par exemple des filières de petits pois au Kenya qui connectent les zones de production, tel le plateau du Kinangop

avec les chaînes de supermarchés en Europe. Ces chaînes de valeur globales sont investies non seulement par de grands groupes mais aussi, et ce de manière beaucoup moins visible et parfois détournée, par des acteurs du bas pour qui la première étape consiste à devenir producteur, ensuite à acquérir un contrat de production avant le Graal : la licence d'exportation. Ces réseaux marchands labiles connectent non seulement les systèmes de production locaux au marché européen avec ses normes draconiennes, mais ils connectent aussi des territoires de production à la surface du globe selon des logiques de concurrence ou de complémentarité, selon les saisons et les fluctuations du marché (Calas et Racaud, 2016). Le calendrier de l'offre des Suds pour les pois gourmands met en scène les pays producteurs majeurs et indique certains avantages comparatifs comme par exemple la régularité de la production tout au long de l'année qui caractérise le Kenya et la Tanzanie (fig. 3).



Figure 3 - Calendrier de l'offre de production de pois gourmands pour une société d'importation (https://www.specialfruit.com/en/products/detail/snowpeas/bzffz)

Ces chaînes de valeur globales s'appuient toujours sur de petits producteurs et des intermédiaires locaux souvent d'extraction paysanne ; le risque et le capital ne sont pas concentrés et demeurent encore dans le monde rural contrairement à l'agriculture de firme. Cette dernière est caractérisée par :

> des modes de gouvernance et de gestion atypiques reposant sur une multiplicité de sphères de décision […] ; un niveau élevé d'investissement financier et technologique […] ; une dynamique d'innovation institutionnelle et organisationnelle […] ; un recours au salariat et/ou à la délégation d'activités créant des rapports sociaux originaux ; une optimisation du portefeuille d'actions et une maximisation des profits ; une stratégie de croissance […] qui tend à s'abstraire des réseaux organisationnels formels (organisations professionnelles agricoles) ; une forme d'activité plutôt nomade ; un degré souvent faible de relation au territoire (Purseigle et Chouquer, 2013 : 1).

Ces nouvelles formes d'organisation de la production illustrent donc un renouvellement du paysage des acteurs avec l'apparition des fonds d'investissement par exemple, et dans un même temps, le rôle

d'acteurs traditionnels comme l'État est renouvelé pour qui il s'agit d'accompagner ce mouvement. L'Argentine, géant agricole, est un cas d'école du développement de l'agriculture de firme dès les années 1990. Cependant, depuis une quinzaine d'années, il y a une relative opposition entre le gouvernement et le secteur de l'agro-négoce. D'un côté l'agribusiness estime que le gouvernement n'appuie pas assez le développement de la production et de l'autre côté, l'État reconnaît l'agriculture familiale pour la souveraineté alimentaire du pays ; coexistent donc deux modèles pluriels de développement (Gisclard et Guibert, 2017). Dans les campagnes de la pampa argentine notamment, les innovations techniques et institutionnelles ont contribué à transformer les rapports sociaux de production et les identités des agriculteurs à travers la déconnexion d'une part de la propriété de la terre et de l'exploitation, et d'autre part du travail physique de la terre et des tâches de gestion (Albaladejo *et al.,* 2012). L'agriculture apparaît comme une entrée privilégiée pour observer des transformations majeures des mondes ruraux marqués non pas par l'homogénéisation, mais au contraire par la diversité amplifiée. Si de nombreuses controverses quant au(x ?) modèle(s ?) agricole(s ?) pertinent(s ?) pour le « développement durable » ou la lutte contre la pauvreté aiment à se nourrir de l'opposition agriculture paysanne *versus* agriculture industrielle, c'est plutôt la différenciation des formes de productions agricoles qui caractérisent l'agriculture de nos jours, lesquelles s'imbriquent parfois au sein des mêmes territoires, voire des mêmes ménages.

II - Coexistences et amplifications des connexions urbain-rural et d'échelles

Cependant, ce tableau agraire du monde rural, peut-être peint dans une routine du monde scientifique, politique et développementaliste qui entretient la confusion entre rural et agricole (Guibert et Jean, 2011), est incomplet. La diversification n'est pas l'apanage de l'agriculture et ce sont les espaces ruraux qui, en voyant leurs modalités d'intégration à d'autres espaces se multiplier, se complexifient, c'est-à-dire se confrontent à la multiplicité des possibles. Les sociétés rurales africaines et sud-est asiatiques sont des sociétés de la diversification où la pluriactivité n'est pas nouvelle (Devèze, 2008 ; Dufumier, 2000 ; Lesourd, 1997), ce qui est récent c'est la multiplication des moyens (e.g. essor des transports, des TIC) et de l'intensité dans des mondes ruraux souvent sous pression, nouvellement investis par des forces extérieures dans un mouvement général d'urbanisation.

Cette diversification des logiques et des acteurs, peut être enrichie par la notion de « coexistence » qui, d'après le Robert, est le fait d'« Exister ensemble, en même temps ». Le terme renvoie au principe de la coexistence pacifique[14] avancé dans les années 1950 par Staline dans le cadre de la Guerre froide, principe selon lequel deux États ou groupes d'États, aux idéologies opposées, acceptent de ne pas entrer en conflit armé. La coexistence c'est donc le fait, pour au moins deux éléments, de se trouver et d'avoir

[14] On pense à l'ouvrage de François Perroux, *La coexistence pacifique*, 1958, 3 tomes, Paris, PUF. L'auteur propose une théorie du développement économique à partir de l'analyse des contradictions au sein et entre les différents systèmes politico-idéologiques des blocs Est-Ouest.

lieu en une même unité spatiale et temporelle. En ce qui concerne le thème de ce numéro, on peut prendre l'exemple de la coexistence d'une agriculture de firme et d'une agriculture paysanne au sein d'un même territoire.



Figure 4 - Cluster rosicole au lac Naivasha, Kenya (photo Calas, 2016)



Figure 5 - Paysage rural de collines de la Rift Valley au Kenya (photo Racaud 2016)

À une autre échelle, on peut évoquer la coexistence d'activités agricoles et d'activités non agricoles au sein d'un même foyer ou pour un même individu. La coexistence fait référence à la multiplicité et au tout[15] : multiplicité des cellules et unité du corps, ou multiplicité des individus et unité du groupe, ou encore diversité des quartiers et unité de la ville, etc. L'unité renvoie à la cohérence interne ; la globalité suppose la cohésion de l'ensemble et exprime l'interdépendance des éléments. La coexistence invite donc à penser ensemble la multiplicité et le tout.

Pour dépasser une vision de mondes ruraux des Suds considérés seulement comme des espaces productifs, on propose de les appréhender à partir de leurs relations avec la ville, elles-mêmes intégrées à d'autres échelles. Les relations urbain-rural relèvent des complémentarités entre la ville et la campagne mais également de leur intégration à l'économie mondialisée. En effet, des relations fonctionnelles basées sur les spécificités propres de chaque espace (par exemple l'alimentation des villes) coexistent avec des court-circuitages du continuum urbain-rural par des logiques de réseaux vecteurs de discontinuités spatiales dont la figure de l'enclave constitue un cas d'école. Il est acquis que l'approche des relations ville-campagne basée sur leur dichotomie est dépassée. Sur l'Afrique notamment, des travaux ont montré l'imbrication des deux catégories dont les frontières sont arbitraires et se brouillent (Chaléard et Dubresson, 1999 ; Tacoli, 1998 ; Vennetier 1991). Plus récemment, leurs complémentarités

[15] Lire Edgar Morin, 1977 et aussi E. Morin, 2005 [1990], *Introduction à la complexité*, Paris, Seuil.

fonctionnelles sont convoquées au sein des grandes agences de développement : l'UN-Habitat ne s'est-elle pas saisie du thème urbain-rural pour souligner les relations symbiotiques et complémentaires, en particulier au regard de la lutte contre la pauvreté[16]? Il apparaît pertinent d'appréhender les objets à travers leurs relations pour s'interroger sur ces objets et pour ce faire, l'angle de l'intégration peut s'avérer utile.

On suppose que la diversification des modalités d'ouverture du monde rural et l'amplification des relations sont des facteurs d'intégration des mondes ruraux à la globalité et que dans ce mouvement, coexiste une gamme diversifiée d'acteurs, de lieux et d'échelles. L'intégration, « métaphore spatiale », est un mélange dissymétrique entre deux réalités qui produit une nouvelle réalité (Levy, 2003 : 516) ; elle signifie le renforcement des liens qui unissent les éléments d'un système et qui établissent des interdépendances entre des points (Bret, 2005). En d'autres termes, l'intégration est une dynamique qui établit des relations plus étroites entre les parties d'un tout, elle organise des interdépendances dans un tout renouvelé par l'intensification des liens entre des éléments eux-mêmes reconstruits par cette dynamique. Dans une perspective géographique, cette dynamique territoriale s'appuie sur des espaces relativement discontinus qu'elle tend à unir, elle repose sur des acteurs individuels, sur des acteurs collectifs, à travers des relations de pouvoir. Au sujet du monde rural, cette notion a porté sur l'intégration des paysanneries au marché et a montré l'adaptabilité historique des paysanneries désormais mises au défi de concurrences inédites (Dufumier, 2004 ; Haubert, 1999) dans des jeux de pouvoirs qui leur sont défavorables. D'autre part, prendre en compte la dimension « intégration » révèle des jeux d'échelle et des phénomènes antagonistes ; tel est le cas pour des montagnes est-africaines, territoires de productions agricoles qui s'intègrent aux marchés urbains et mondiaux mais qui se fragmentent à l'échelle du territoire (Racaud, 2013). Par ailleurs, les connexions du rural avec d'autres espaces ne sont pas à sens unique, ce que pourrait faire occulter parfois le primat de l'approche agraire sur le rural.

En effet, la « pluriactivité multispatiale » (Lesourd, 1997) de ruraux révèle comment des acteurs intègrent les ressources de la ville et celle de la campagne dans leurs systèmes d'activité. Des ancrages et des territorialités dans plusieurs lieux et cela même à l'échelle internationale sont au cœur de trajectoires de circulation, de multi-localisation et de dispersion familiale, ces coexistences de systèmes pluriels d'activité et de résidence alimentant la notion de « territoires ruraux multisitués » (voir Cortes et Vassas Toral dans ce numéro). À l'échelle ville-campagne et sur des temporalités plus resserrées, les mobilités hebdomadaires entre les capitales économiques et politiques et l'Ouest du Cameroun participent d'un resserrement des solidarités entre citadins et ruraux (voir Yemmafouo).

[16] "The concept of urban-rural linkages reinforces the idea of complementary functions and flows of people's movements, capital, goods, employment, information and technology between rural and urban territories of various sizes such as metropolitan regions, networks of small- and medium-sized cities, sparsely populated areas with market towns", UN-Habitat, Enhancing URBAN-RURAL LINKAGES to Harness the Transformative Power of Urbanization for Sustainable Development, http://www.fao.org/fsnforum/sites/default/files/discussions/contributions/URL_flyer_2016.pdf



Figure 6 - Jeunes colporteurs de pacotille chinoise : acteurs locaux de structuration de routes marchandes transnationales. Marché de Batcham, Cameroun (photo : Racaud 2014)

Ces dynamiques mobilitaires s'inscrivent dans ce mouvement d'intégration du rural à d'autres échelles. Elles s'accompagnent de la diffusion d'objets globalisés tels les articles bon marché importés de Chine dont la diffusion jusqu'aux confins des campagnes structure des réseaux marchands appropriés par une myriade d'acteurs et des mobilités organisant des territoires urbain-ruraux de complémentarité (Racaud, 2015). Ces « espaces discrets de la mondialisation » (Choplin et Pliez, 2015) jouent à plein dans la production de rapports à l'ailleurs dans des sociétés rurales ouvertes et qui s'ouvrent de plus en plus. Ils façonnent une demande d'objets globalisés, expression des interrelations entre facteurs socioculturels et système économique globalisé (Prestholdt, 2008). Les identités se nourrissent de ces liens avec l'ailleurs articulés avec des éléments structurants plus anciens. L'eau est un élément majeur de relations sociales et de rapports affectifs au territoire en pays chagga (Tanzanie) et les bouleversements de sa gestion remettent en cause l'identité territoriale (voir Sébastien).



Figure 7 - Les marchés ruraux sont des lieux carrefours de routes marchandes et de flux entrants (e.g. objets globalisés) et sortants (e.g. banane plantain). Marché d'Ibililo, Tanzanie (photo Racaud 2014)

Le rapport avec la modernité est d'autant plus structurant qu'il concerne des individus dont les identités sont peut-être les plus flexibles : les jeunes. Cette catégorie qui, on le sait, ne se définit pas seulement avec l'âge, est aujourd'hui celle qui affronte de manière la plus brutale les blocages ruraux (en particulier foncier). Les jeunes ruraux sont aussi la catégorie qui montre une grande diversité de stratégies, « la position des jeunes ruraux dans la dynamique du changement agraire est très variable » (Chauveau, 2005 : 23). Certains, les colporteurs du commerce bon marché, cherchent à associer les ressources et les moyens de la ville avec ceux des espaces ruraux en diversifiant par exemple les sources de revenus et en s'appuyant sur la mobilité. Leurs mouvements intègrent des effets à la fois de continuité, par exemple ceux du continuum urbain rural, et de discontinuité, celle des réseaux, marchands et professionnels en l'occurrence. Ces dynamiques illustrent l'hybridité des stratégies des ruraux et comme le montre Jean-Philippe Peemans dans ce numéro, la paysannerie, catégorie hétérogène et de plus en plus différenciée, incorpore de manière croissante une source de revenus d'origine urbaine dans leur revenu global, adaptant en conséquence la quantité de travail dévolue aux activités agricoles. Au total, mondes ruraux et urbains n'ont jamais été aussi proches et ce qui se construit, avec des trajectoires multiples, ce sont de nouveaux modes d'existence voire de nouveaux territoires de référence (Charlery de la Masselière, 2013). La dimension labile marque le paysan à travers

ses pratiques mais également au sujet de son statut dans les politiques de développement. Benoît Lallau dans ce numéro propose de réfléchir aux liens entre la reconnaissance du rôle des agriculteurs familiaux dans la lutte contre la pauvreté, et la montée en puissance de la rhétorique de la résilience dans le développement agricole.

La diversité des trajectoires dessinées dans et au-delà des mondes ruraux s'inscrit dans la diversification des modes d'intégration du rural à d'autres échelles. Le terme mondialisation renvoie souvent à l'idée d'homogénéisation du monde, à un phénomène unique, d'intégration au marché, au système global, capitalistique, aux injonctions de croissance, à la régulation marchande inéluctable. Pour certains (e.g. Wallenstein, 2006), ce serait le produit de l'essor du modèle capitaliste relayé par les États, pour d'autres (e.g. Robertson, 1992), celui de l'essor d'une culture autonome au-delà des États-nations, conduisant à faire de l'humanité une société unique (Busino, 2006). Ce numéro souscrit à l'hypothèse selon laquelle il est plus pertinent de parler de mondialisations et que les trajectoires spécifiques observées dans les pays des Suds contredisent l'idée d'homogénéisation du monde (Christophersen, Garretsen et Martin, 2008 ; Lombard *et al.,* 2006). Il n'y a ni disparition, ni homogénéisation des mondes agricoles, mais coexistence de différentes formes d'organisation sociales et économiques (Hervieu et Purseigle, 2013).

Ce numéro essaie de montrer que les mondes ruraux doivent être appréhendés à travers leurs relations avec d'autres échelles et pour s'en convaincre : que serait la ville sans la campagne ? Que serait la campagne sans la ville ? L'unité de la ville n'intègre-t-elle pas la campagne ? Et vice versa ? L'unité ne peut-elle pas intégrer la multiplicité sur laquelle s'organisent des relations ? La continuité ne coexiste-t-elle pas avec la discontinuité ? En définitive, à travers les exemples analysés ici, ce sont bien les catégories qui sont interrogées puisque si la recherche doit nourrir le développement (et vice versa), « comment agir sur ce qu'on ne connaît pas ? » (voir l'entretien de COM). Le secteur dit « informel » est emblématique de ce défi. Si les Suds sont marqués par l'importance de l'économie dite « informelle » avec, selon une étude du Bureau international du travail de 2002, une part de l'emploi total de 51 % en Amérique latine, 65 % en Asie et 72 % en Afrique sub-saharienne (Benjamin *et al.,* 2008), ce secteur demeure mal connu et les politiques sont souvent ambiguës voire ambivalentes. Les porosités, les imbrications, les complémentarités et les interdépendances entre secteur formel et informel sont nombreuses et l'agriculture ne demeure pas en reste de ces questions bien que les études sur l'informel portent le plus souvent sur le monde urbain. En effet, la myriade des vendeurs de rue ou de petits commerçants de nombre de villes africaines ont des revenus issus du commerce urbain et de l'exploitation agricole. Les revenus circulent entre capital agricole et capital commercial et les activités s'agencent en fonction des calendriers agricoles et des saisons commerciales. Pourtant, lorsqu'une opération de déguerpissement évacue une rue marchande ou un marché dit informel en ville, c'est aussi l'investissement au village et la production agricole qui sont impactés et donc les conditions de maintien en ville. Ces vendeurs du bas du commerce bon marché urbain (e.g. vendeurs de rue) ou ruraux (colporteurs), sont aussi des acteurs de la paysannerie. Ces combinaisons complexes

et peu visibles des activités et des revenus, ces logiques de réseaux et d'intégration des activités à plusieurs échelles, n'illustrent-elles pas la nécessité de penser l'urbain et le rural au sein d'un même système ?



Figure 8 - Vendeurs de rue dans la rue Oginga Odinga à Kisumu, Kenya. Revenus urbains et agricoles se combinent à travers des situations précaires : faiblesse du capital, activité urbaine illégale, absence de soutien et de reconnaissance (photo Racaud, 2016)

Ces configurations de coexistence ne reposent-elles pas souvent sur l'incertitude (e.g. celle des marchés), la précarité (en particulier celle des jeunes) la transgression des frontières (politiques, sociales, culturelles, formel/informel, etc.), les combinaisons labiles territoire-réseau (e.g. territoires et réseaux marchands) ?

Les lignes suivantes introduisent de manière plus synthétique ce thème de la « coexistence des mondes ruraux et des agricultures dans les Suds. Intégration des relations urbain-rural à l'économie mondialisée ». Comment des mondes ruraux et leurs agricultures s'intègrent à une pluralité d'acteurs, de lieux et d'échelles ? À partir d'études de cas en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie du Sud-Est, ce numéro des *Cahiers d'Outre-Mer* interroge des recompositions de territoires ruraux et de leurs unités socio-économiques. L'accélération des mobilités, l'amplification des flux, la complexification des interfaces ville-campagne et local-global, etc. transgressent les frontières, modifient les cadres d'existence et brouillent les catégories « classiques » d'analyse (e.g. « paysan », « territoire », « ville », « campagne »). Dans un contexte où les mondes ruraux sont de plus en plus ouverts et investis par

des logiques globales, les réseaux interfèrent de manière inédite avec les territoires en renouvelant des cadres d'existence. Par exemple les systèmes d'activité se diversifient et mobilisent les ressources de la campagne, de la ville, de l'ici et de l'ailleurs.

Appuyés par des recherches de terrain, les sept articles du dossier questionnent concepts et méthodes. Ce numéro contribue aux travaux sur la diversification de l'économie rurale, sur l'avenir de la paysannerie, sur les relations ville-campagne et sur le développement. Il souligne les phénomènes de coexistence : coexistence de l'urbain et du rural dans les systèmes d'activité et dans les mobilités, coexistence de diverses agricultures au sein de territoires ruraux, coexistence de logiques du « terroir » avec celles du « global » ou encore coexistence d'identités territoriales. Les trajectoires spécifiques examinées contredisent l'idée d'homogénéisation du monde liée à la mondialisation à laquelle les mondes ruraux ne sont pas étrangers. Au contraire, les modalités inédites d'ouverture des mondes ruraux mettent en jeu une pluralité d'acteurs et de lieux associant de multiples échelles.

La notion de territoire est largement mobilisée dans ce numéro qui traite dans un premier temps de territoires ruraux multisitués en Bolivie au regard des dynamiques agricoles (Geneviève Cortes et Anaïs Vassas Toral). Aristide Yemmafouo analyse ensuite les territoires de mobilité du week-end au Cameroun fondés sur des combinaisons ruralité-urbanité. À partir de travaux sur trois terrains (Ouganda et Kenya), Benoît Lallau interroge la notion de « paysan résilient » en l'articulant au territoire et en appuyant son propos sur des exemples africains. Sur la base de travaux réalisés en Asie du Sud-Est, Jean-Philippe Peemans met en perspective les recompositions du monde paysan avec celles des rapports ville-campagne et avec le modèle du développement. Léa Sébastien analyse l'évolution de l'identité territoriale chagga (Tanzanie) au prisme de bouleversements environnementaux et institutionnels liés à la ressource en eau. Enfin, une approche appliquée sur les contraintes et les opportunités d'une valorisation par la qualité de la filière ti-piment de l'île Rodrigues est proposée par Grâce Joffre *et al.* En varia, un article de Sophie Bouju, Jean Gardin et Laurent Auclair analyse la gestion de la rente forestière en Tunisie en soulignant les conditions d'émergence d'une responsabilité collective.

Bibliographie

Albaladejo C., Arnauld de Sartre X. et Gasselin P., 2012 - « Agriculture entrepreneuriale et destruction du travail dans la pampa argentine ». *Études rurales*, n° 190, http://etudesrurales.revues.org/9731

Banque mondiale, 2008 - *Rapport sur le développement dans le monde 2008. L'agriculture au service du développement*, Washington DC, Banque mondiale, http://siteresources.worldbank.org/INTRDM2008INFRE/Resources/French-version-WDR-2008-July-7.pdf

Banque mondiale, 2009 - *World Development Report 2009. Reshaping Economic Geography*, Washington DC, Banque mondiale, http://documents.worldbank.org/curated/en/730971468139804495/pdf/437380REVISED01BLIC1097808213760720.pdf

Bart F., 2012 - « Terre et tensions en Afrique, éditorial ». *Bulletin de l'Association des géographes,* n° 3, p. 383-387, http://www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_2012_num_89_3_8277

Bayart J.F., 1999 - « L'Afrique dans le monde : une longue histoire d'extraversion ». *Critique internationale,* n° 5, automne 1999, p. 97-120, https://hal.inria.fr/docs/01/01/11/58/PDF/ci05p98-120.pdf

Benjamin N., Beegle K., Recanatini F. et Santini M., 2014 - *Informal economy and the World Bank, Policy Research Working Paper 6888*, Washington DC, Banque mondiale, http://documents.worldbank.org/curated/en/416741468332060156/pdf/WPS6888.pdf

Blache A., 2016 - "Shaping the space through large-scale enclosures: The Kilombero Cluster, SAGCOT corridor, Tanzania". Communication présentée à *Rurban-Africa International Conference*, Université de Copenhague, 25-28 janvier 2016.

Bret B., 2005 - « Intégration et fragmentation territoriale en Amérique latine ». *Bulletin de l'Association de géographes français,* vol. 82, n° 4, p. 387-392, http://www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_2005_num_82_4_2473

Brondeau F., 2014 - « Comment sécuriser l'accès au foncier pour assurer la sécurité alimentaire des populations africaines : éléments de réflexion ». *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 14, n° 1, mai, https://vertigo.revues.org/14914

Bryceson D.F., 1999 - "African rural labour, income diversification & livelihood approaches: A long-term development perspective". *Review of African Political Economy,* vol. 26, n° 80, p. 171-189. http://dx.doi.org/10.1080/03056249908704377

Busino G., 2006 - « Les sciences sociales et les défis de la mondialisation ». *Revue européenne des sciences sociales*, XLIV-134, p. 33-44. http://ress.revues.org/281 ; DOI : 10.4000/ress.281

Byamugisha F., 2013 - *"Securing Africa's Land for Shared Prosperity",* Washington, Banque mondiale, http://www.worldbank.org/en/region/afr/publication/securing-africas-land-for-shared-prosperity

Calas B. et Racaud S., 2016 – ""Escaping village trap": the smallfarmers' Graal quest for export licence. Communication". *Seminar on Environmental Projects and Territorial Transformations in Agricultural Areas*, Institut français de la recherche en afrique (IFRA), 3 mars 2016.

Cavin J.L., 2009 - « Éloge de la concentration urbaine. Plaidoyer de la Banque mondiale en faveur de la grande ville » *Cybergeo: European Journal of Geography* [En ligne], https://cybergeo.revues.org/22685

Chaléard J.L., 1996 - *Temps des villes, temps des vivres, l'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire.* Paris : Karthala.

Chaléard J.L. et Dubresson A., 1999 - *Villes et campagnes dans les pays du Sud: géographie des relations*. Paris : Karthala.

Charlery de la Masselière B., 2005 - « Le biais rural. Retour sur le développement ». *Revue Outre-Terre*, 2005/2, n° 11, p. 41-55. DOI : 10.3917/oute.011.0041, http://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2005-2-page-41.htm

—, 2013 - « Systèmes spatiaux, systèmes de ressources et identités : redéfinir les contextes des dynamiques territoriales ». In : B. Charlery de la Masselière, B. Thibaud et V. Duvat (dir.), *Dynamiques rurales dans les pays du Sud, l'enjeu territorial*. Toulouse : Presses universitaires du Mirail, p. 9-20.

—, 2014 - *Penser la question paysanne en Afrique intertropicale*. Toulouse : Presses universitaires du Mirail.

Chauveau J.P., 2005 - « Les jeunes ruraux à la croisée des chemins ». *Afrique contemporaine*, n° 214, p. 15-35. DOI : 10.3917/afco.214.0015. http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2005-2-page-15.htm

Choplin A. et Pliez O., 2015 - "The Inconspicuous Spaces of Globalization". *Articulo,* n° 15, [en ligne, 21 mars 2016], http://articulo.revues.org/2905

Christophersen S., Garretsen H. et Martin R., 2008 - "The world is not flat: putting globalization in its place". *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society,* vol. 1, n° 3, http://www.perpustakaan.kemenkeu.go.id/FOLDERJURNAL/Cambridge%20Journal%20of%20Regions,%20Economy%20and%20Society343.full.pdf

Daviron B. et Ponte S., 2007 - *Les paradoxes du café*. Versailles : Quae.

Devèze J.C. (dir.), 2008 - *Défis agricoles africains*. Paris : Karthala.

Dufumier M., 2000 - « Introduction : mutations de l'agriculture en Asie du Sud-Est ». *Tiers-Monde,* vol. 41, n° 162 « Mutations de l'agriculture en Asie du Sud-Est », http://www.persee.fr/doc/tiers_1293-8882_2000_num_41_162_1389

———, 2004 - *Agricultures et paysanneries des Tiers mondes*. Paris : Karthala.

Gisclard M. et Guibert M., 2017 - « Petite agriculture familiale et agriculture d'entreprise en Argentine : politiques d'encadrement et rationalités antagonistes », *Problèmes d'Amérique latine,* n° 104, p. 101-119. DOI : 10.3917/pal.104.0101 ; http://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2017-1-page-101.htm

Guibert M. et Jean Y., 2011 - *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*. Paris : Armand Colin.

Haubert M., 1999 - *L'avenir des paysans. Les mutations des agricultures familiales dans les pays du Sud*. Paris : Presses universitaires de France.

Hazell P., 2005 - "Is there a future for small farms ?". *Agricultural Economics*, vol. 32, n° 1, p. 93-101. DOI: 10.1111/j.0169-5150.2004.00016.x

Hervieu B. et Purseigle F., 2013 - *Sociologie des mondes agricoles*. Paris : Armand Colin.

Hugon P., 2009 - *L'économie de l'Afrique*. Paris : La Découverte.

Jamart C., Jorand M. et Pascal P., 2014 - *La faim un business comme un autre. Comment la Nouvelle Alliance du G8 menace la sécurité alimentaire en Afrique.* Action contre la faim-France, CCFD-Terre solidaire, Oxfam-France, https://www.oxfamfrance.org/files/faim-business-comme-autre-comment-nouvelle-alliance-g8-menace-securite-alimentaire-en-afrique

Lallau B., 2012 - « De la modernité des paysans ». *Revue française de socio-économie*, 2012/1, n° 9, p. 5-10, https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=RFSE_009_0005

Le Roy É., 1995 - « La sécurité foncière dans un contexte africain de marchandisation imparfaite de la terre ». In : C. Blanc-Pamard et L. Cambrézy (dir.), *Dynamique des systèmes agraires : terre, terroir, territoire : les tensions foncières*. Paris : ORSTOM, p. 455-472.

Le Roy É., Karsenty E. et Bertrand A., 1996 - *La sécurisation foncière en Afrique. Pour une gestion viable des ressources renouvelables,* Paris : Karthala.

Lesourd M., 1997 - « L'archipel rural africain en mouvement ». In : J.-Y. Gastellu, *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX^e siècle*. Paris : ORSTOM, p. 363-380.

Levy J. et Lussault M. (dir.), 2003 - *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris : Belin.

Lipton M., 1976 - *Why poor people stay poor? Urban bias in world development*. Londres : Temple Smith.

Loison S.A., 2015 - "Rural livelihood diversification in sub-Saharan Africa: A literature review". *The Journal of Development Studies*, vol. 51, n° 9, p. 1125-1138, http://dx.doi.org/10.1080/00220388.2015.1046445

Lombard J., Mesclier E. et Velut S. (dir.), 2006 - *La mondialisation côté Sud, Acteurs et Territoires*. Bondy : IRD Éditions.

Magrin G., 2013 - *Voyage en Afrique rentière, une lecture géographique des trajectoires du développement*, Paris : Publications de la Sorbonne.

Mendras H., 1970 - *La fin des paysans. Changements et innovations dans les sociétés rurales françaises*. Paris : Armand Colin.

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, 2015 - *Les politiques agricoles à travers le monde : quelques exemples – Brésil*, http://agriculture.gouv.fr/les-politiques-agricoles-travers-le-monde

Morin E., 1977 - *La Méthode, 1. La nature de la nature*. Paris : Seuil.

—, 2005 [1990], ***Introduction à la complexité*. Paris : Seuil**

Appadurai A. *et al.,* 2017 - *L'Âge de la régression*. Paris : Éditions premier parallèle.

Nations unies, 2015 - *Objectifs du Millénaire pour le développement : rapport 2015.* New York, Nations unies, http://www.un.org/fr/millenniumgoals/reports/2015/pdf/rapport_2015.pdf

Oxfam, 2017 - *Une économie au service des 99 %.* Oxford, Oxfam, https://www.oxfam.org/fr/rapports/une-economie-au-service-des-99

Peemans J.P., 2010 - « Acteurs, histoire, territoires et la recherche d'une économie politique d'un développement durable ». *Mondes en développement,* 2010/2, n° 150, p. 23-49. DOI : 10.3917/med.150.0023, http://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2010-2-page-23.htm

Piketty T., 2014 - *Le Capital au XXIe siècle*. Paris : Seuil.

Prestholdt J., 2008 - *Domesticating the world*. Berkeley/Los Angeles/Londres : University of California Press.

Prud'homme R., 2007 - « Le biais anti-urbain dans les pays en développement ». Communication au colloque *Ville mal aimée, ville à aimer*, Cerisy, juin 2007, http://www-ohp.univ-paris1.fr/Textes/Prudhomme_Last.pdf

Purseigle F. et Chouquer G., 2013 - « Les territoires saisis par la firme », *Études rurales,* n° 191, https://www.cairn.info/revue-etudes-rurales-2013-1.htm

Racaud S., 2013 - *Les montagnes Uporoto entre ville et campagne : géographie des flux et intégration territoriale en Tanzanie*. Thèse de Géographie et aménagement, Université Toulouse-Jean Jaurès, https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00967439/

———, 2015 - "Chasing a pair of chinese sandals: Markets and trade routes in Cameroon". *Articulo,* n° 15, http://articulo.revues.org/2899

Robertson R., 1992 - *Globalization. Social Theory and Global Culture.* Londres : Sage.

Tacoli C., 1998 - "Rurban-urban interactions: a guide to the literature". *Environment and urbanization*, vol. 10, n° 1, avril, p. 147-166. DOI : 10.1177/095624789801000105

Vennetier P., 1991 - *Les villes d'Afrique tropicale*. Paris : Masson « Géographie ».

Wallerstein E., 2006 - *Introduction à l'analyse des systèmes-monde*. Paris : La Découverte.